

Nairobi, Kenya (PANA) – Des avocats ont confirmé à Amnesty International qu'un appel au jugement a été déposé contre la condamnation de la femme chrétienne soudanaise enceinte, qui a été condamnée à mort pour son choix religieux et à 100 coups de fouets pour «adultère», a déclaré, vendredi, dans un communiqué, l'Organisation mondiale des droits de l'Homme.

À Meriam Yehya Ibrahim est restée en prison avec son fils âgé de 20 mois depuis qu'elle a été condamnée à mort pour «apostasie» et à 100 coups de fouets pour «adultère», jeudi dernier.

Sa condamnation a provoqué des communiqués de préoccupations de la Société civile soudanaise, des Nations unies et des gouvernements à travers le monde, ainsi qu'une exceptionnelle réaction de la part des supporters de Amnesty International, dont plus 620.000 ont rejoint l'appel pour sa libération, a déclaré l'organisation.

«La situation critique et la bravoure de cette jeune mère enceinte ont touché le monde. Plus de 620.000 supporters d'Amnesty International ont pris des actions pour appeler à sa libération immédiate et sans condition», a déclaré Manar Idriss, un enquêteur de Amnesty International au Soudan.

«Depuis que Meriam a été condamnée, nous sommes profondément préoccupés par les conditions de sa détention et de l'utilisation de formes de contraintes cruelles et inhumaines. Nous avons reçu des rapports inquiétants qu'elle est enchaînée de manière constante. Les autorités soudanaises doivent garantir la sécurité de Meriam et la libérer immédiatement et sans condition».

Selon des informations reçues par ses avocats depuis sa condamnation, Meriam, qui est enceinte de huit mois, a été constamment enchaînée des pieds, une pratique couramment utilisée sur les prisonniers qui ont été condamnés à mort.

Ses avocats ont déposé un jugement en appel, vendredi, à la cour d'Appel de Bahry et Sharq Al Nil. Si l'appel reste sans succès, il ont l'intention d'explorer d'autres pistes et amener l'affaire à la Cour suprême du Soudan et à la Cour constitutionnelle.

«Nous accueillons le fait qu'un appel a été déposé, bien que Meriam ne devrait jamais faire face à aucune accusation du tribunal, à première vue. Amnesty International poursuivra la campagne pour Meriam. Nous gardons l'espoir qu'avec assez de soutien international et local, ces odieuses condamnations et sentences pourront être infirmées.

Source: panapress.com

Â

Â

Â